

L'UNSA-Éducation durcit le ton !



Sans surprise ! L'Inspection Académique nous propose un groupe de travail stérile et sans intérêt pour les Écoles.

A l'UNSA-Éducation, nous pensons que le dialogue social se fait à deux. Or, lors de ce groupe de travail, nous constatons que l'administration nous sonde, nous questionne, attend des informations qu'elle n'est pas en mesure de trouver elle-même dans les écoles. Attend-elle de nous que nous soyons de gentils syndicalistes de cogestion ? Nous pourrions envisager ce deal, mais à chaque question que nous posons, on nous renvoie poliment que Madame L'Inspectrice d'Académie nous répondra lors du CSA-D du 4 mars !

Quand nous proposons de revenir sur les effectifs, d'en donner les effectifs réactualisés, on nous répond que le constat est arrêté au 31 janvier. Pas de réajustement possible. Quand nous demandons la stratégie de l'IA-DASEN, on nous répond que ce n'est pas le sujet du jour et qu'il faut juste entendre l'obligation de rendre 28 postes ! Pourquoi ne pas donner d'informations sur les fusions d'école alors que des articles paraissent dans la presse locale ? Pourquoi ne pas tenir un franc parlé sur les négociations avec les municipalités alors que nous savons que des discussions sont en cours avec les associations des Maires des Deux-Sèvres et les maires ?

Quelle est donc cette stratégie ? Tous les arguments distillés trop tôt et trop facilement par les représentants syndicaux ne seront que trop facilement réutilisés par notre hiérarchie lors de l'instance officielle à venir ! L'UNSA-éducation ne souhaite pas s'égarer à ce genre de discussion unilatérale. Mais pourquoi donc l'administration chine-t-elle ces infos ? Pourquoi en est-elle réduite à glaner toutes formes de renseignements par tous les moyens ? Tout simplement, parce qu'elle n'est plus sur le terrain et qu'elle souscrit pleinement à la logique comptable attendue par le ministère. Notre hiérarchie et son administration sont résignées ! Elles ne sont pas dans la défense de l'École pour laquelle elles sont censées œuvrer. Le peuvent-elles ? Elles s'en sont aujourd'hui si éloignées...

Quelle posture, les représentants de l'UNSA-Éducation ont-ils donc tenue ? Nous avons, grâce à notre connaissance pédagogique et politique du terrain et aux remontées dont vous nous avez fait part, amassé une quantité d'informations et d'arguments pour défendre les situations des écoles que l'administration souligne en orange sur son tableau de transparence. Nous avons fait le choix de retenir ces informations pour les utiliser à bon escient lors du CSA-D, privant l'administration d'un temps de réflexion pour réfuter nos arguments et affiner son discours.

Puisque rien ne filtre en notre direction et dans l'intérêt de l'École, pas question de se laisser assujettir ! Nous regrettons d'en être arrivé à cette situation grippée. Si l'administration ne joue pas le jeu de la discussion, de l'échange, de la négociation, il n'est pas question que nous jouions seul avec les règles qui ne seraient pas les nôtres.

A l'UNSA-Éducation nous refusons être une courroie de transmission d'une administration centrale qui se veut toute puissante. Nous avons donc participé en reprenant les arguments généraux qui défendent l'École Publique et laïque. L'École en laquelle nous croyons. **Pour toutes ces raisons, nous défendrons au cas par cas lors du CSA-D chacune des écoles menacées.** Dans ce premier temps, L'UNSA-Éducation a fait entendre ses mandats politique en faveur de l'École Publique. Puisque l'administration se veut stratège, à l'UNSA-Éducation nous le sommes également.